

INSTITUT PAUL DELOUVRIER

98 rue de Sèvres
75007 PARIS

Tél. : 01-55-37-13-20 - Fax : 01-55-37-92-01

E-mail : instdelouvrier@wanadoo.fr

Site : <http://www.delouvrier.org>

SIRET : 434 595 096 00034

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013

1- Fonctionnement interne

11- Réunion du conseil de surveillance du 5 février 2013

Le conseil de surveillance réuni le 5 février 2013 a procédé à plusieurs élections faisant suite au souhait de M. Bouvier de passer le témoin à la présidence de l'Institut après dix années de mandat.

Jean-Pierre DUPORT a été élu président du conseil de surveillance.

Anne de MONTALEMBERT a été élue vice-présidente du conseil de surveillance.

Christian BOUVIER a été élu président d'honneur de l'Institut.

Le conseil de surveillance a approuvé le rapport d'activité 2012 et les comptes de 2012.

12- Réunion du conseil de surveillance du 18 juin 2013

Le conseil de surveillance, réuni dans un premier temps en préalable à l'assemblée générale, a approuvé la présentation à cette assemblée générale des candidatures au conseil de surveillance de MM. Hubert du MESNIL, Pierre GRAFF et Livier VENNIN. Il a évoqué le plan d'action de l'Institut. Il s'est plus particulièrement consacré aux manifestations susceptibles d'être organisées à l'occasion du centenaire de la naissance de Paul Delouvrier et du vingtième anniversaire de son décès. Une réunion de réflexion organisée le 12 juin avait permis de dégager des idées essentiellement axées sur le thème du haut-fonctionnaire engagé dans la vie de la cité et sur celui de l'aménagement du territoire, plus particulièrement de l'Île-de-France.

13- Assemblée générale du 18 juin 2013

L'assemblée générale a approuvé le procès-verbal de l'assemblée générale du 19 octobre 2011, le rapport d'activité 2012, le compte de résultat et le bilan 2012.

Elle a entériné l'entrée au conseil de surveillance de MM. Philippe CEBE, Jean CORNILLAULT, Matthieu DELOUVRIER et Bernard DUBOIS. Elle a élu au conseil de surveillance MM. Hubert du MESNIL, Pierre GRAFF et Livier VENNIN. Elle a entendu des communications sur le plan d'action de l'Institut, la situation financière de l'année en cours et la préparation des manifestations liées au centenaire de la naissance de Paul Delouvrier.

14- Réunion du conseil de surveillance du 12 novembre 2013

Le conseil de surveillance :

- a approuvé le compte-rendu de sa réunion en date du 18 juin 2013 ;
- a fait un point sur la situation financière de l'Institut au 31 octobre 2013 et sur les subventions ;
- a examiné les perspectives financières de 2014 ;
- a passé en revue les activités de l'Institut : "anniversaires Paul Delouvrier", relations avec la DIMAP, déménagement.

2- Activités de l'Institut

21- Le baromètre sur les services publics

212 – Le baromètre européen

L'Institut Paul Delouvrier réalise avec l'institut de sondage BVA un baromètre européen dont l'objectif est de comparer, selon les pays, l'opinion des citoyens européens sur leurs services publics. La troisième vague a été publiée en juin 2013¹. Cette mesure de l'image des services publics en Europe a été réalisée en Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Italie.

Enseignements du baromètre:

L'emploi est la priorité numéro 1 des européens : en hausse de 11 pts en 2 ans (58% de citations, 18 points de plus que l'éducation, deuxième priorité), et, plus encore, des Français (75%, 29 points de plus que l'éducation, deuxième priorité).

Le jugement des européens sur l'action de leurs pouvoirs publics dans les différents domaines analysés est globalement négatif. Il est très contrasté selon l'axe nord-sud : 34% de jugements positifs en moyenne, et seule la police recueille tout juste plus de 50% d'avis positifs (51%). Les disparités de jugements se creusent entre l'Allemagne, plus positive (47% de jugements positifs), la France et l'Angleterre, assez sévères (38% de jugements positifs) et l'Europe du sud, franchement négatifs (20% et 21% de jugements positifs en Italie et en Espagne)

Jugée par les autres, quant à la performance de ses services publics, la France, si pessimiste sur elle-même, est toujours le deuxième pays le mieux jugé d'Europe après l'Allemagne et juste devant l'Angleterre.

¹ Disponible sur le site de l'Institut www.delouvrier.org

En revanche, la perception de la situation financière de la France s'effondre depuis 2010 (-16 points). Désormais, une majorité d'européens (51%) et plus encore, de Français (80%) juge négativement la situation de la France, à l'instar de celles de l'Italie ou de l'Espagne, alors qu'ils sont très positifs sur la situation financière du Royaume-Uni (67%), les Anglais ne l'étant pas du tout et, plus encore, l'Allemagne (87%).

213 – Le baromètre national

Une quinzième vague du baromètre national a été réalisée en décembre 2103 et publiée en janvier 2014².

La synthèse des résultats est la suivante :

1) Une satisfaction des usagers en baisse

La satisfaction des usagers des principaux services publics reste relativement élevée à 71% en moyenne, sauf pour l'emploi (42% d'usagers de pôle emploi sont satisfaits du service) et la justice (52% de justiciables sont satisfaits). La tendance à moyen terme est plutôt à la baisse, à l'exception de la police et gendarmerie, seul domaine à progresser tous les ans depuis cinq ans.

La satisfaction des usagers de l'éducation a décliné de manière spectaculaire cette année, accélérant une tendance amorcée il y a plusieurs années (-10 points par rapport à l'année dernière et -20 points sur cinq ans).

Les résultats de Pôle Emploi sont préoccupants (-12 points sur un an).

2) Les Français semblent changer leur regard sur les services publics

Tout d'abord leur acception même de la notion de service public poursuit son évolution vers un périmètre de plus en plus restreint (Etat et collectivités locales). Les grandes entreprises publiques sont citées deux fois moins aujourd'hui qu'il y a 8 ans lorsque l'on évoque la notion de « service public ». La plus grande évolution est observée pour EDF, deux fois moins spontanément associée à l'idée de « service public » entre 2005 et 2013. Ensuite, la crise et la prise de conscience de la nécessité de réduire les déficits associée au "ras-le-bol fiscal" conduisent les Français à arbitrer plus que jamais, très majoritairement (63% contre 31%), en faveur d'une réduction des impôts plutôt qu'une amélioration des prestations fournies par les services publics.

3) Emploi, éducation et fiscalité, trois domaines prioritaires et problématiques.

Les préoccupations des Français en matière de services publics ont encore évolué cette année consacrant une poussée des préoccupations sur l'éducation (+5 points en un an) et la fiscalité (+6 points), services sur lesquels leur image de l'action de l'Etat s'est nettement dégradée cette année (-13 points sur la fiscalité et -16 sur l'éducation), avec désormais seulement 31% de bonnes opinions sur l'éducation et seulement 24% sur la fiscalité. L'emploi reste la priorité numéro 1 (11 points devant l'Education) et le domaine le moins satisfaisant à leurs yeux : seulement 16% de jugements positifs sur l'action de l'Etat dans ce

² Disponible sur le site www.delouvrier.org

domaine. On notera aussi la montée des attentes pour la police et la gendarmerie (+8 points), qui se classe aujourd'hui quatrième sur les neufs domaines étudiés

22- Découverte des métiers – ambassadeurs des métiers

Grâce à l'implication de Jean Cornillault, la présence de l'Institut en Essonne sur le thème de la découverte des métiers s'est poursuivie en 2013. Comme les années précédentes, l'Institut était présent aux « Trophées de la découverte », manifestation organisée le 15 mai par l'Inspection Académique de l'Essonne (l'académie de Versailles) en vue de favoriser l'initiative des élèves des établissements scolaires en matière de promotion des métiers.

L'activité d'ambassadeur des métiers s'est poursuivie, en liaison, notamment, avec l'Ordre National du Mérite. Cette action s'inscrit dans le cadre de la politique de lutte contre les discriminations telle qu'elle est promue par le Conseil général de l'Essonne. En effet, en permettant à des collégiens et des lycéens de découvrir l'existence et le contenu de métiers inconnus d'eux, elle favorise l'élaboration de projets d'avenir moins ou pas soumis aux contraintes de la fatalité sociale.

La préoccupation de Monsieur Cornillault est de maintenir le nombre et renouveler la liste des entreprises qui se prêtent à la démarche de la découverte des métiers. Il souhaite également un plus fort engagement des établissements scolaires sur ce thème.

23- Soutien scolaire

L'activité "soutien scolaire" animée par Monsieur BOUTTES s'est poursuivie en 2013. Un vingtaine d'enseignants bénévoles se consacre à 40 élèves. Ceux-ci sont issus du lycée Colbert (Paris 10ème) ou sont présentés par la fondation Un Avenir Ensemble de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur avec laquelle l'Institut a signé une convention de coopération. Le périmètre d'intervention s'est un peu élargi avec un élève des Mureaux et un autre de Créteil.

L'action reste gratifiante avec l'accès de plusieurs élèves aidés aux études supérieures, parfois de haut niveau.

24- Colloque « Contribution au débat sur la transition énergétique »

Dans le cadre des missions qu'il s'est données et dans la tradition de ses initiatives, l'Institut a organisé le 27 mai, dans les locaux de la Région Île-de-France, un colloque sur la transition énergétique placé sous le parrainage de Madame Delphine BATHO, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. Ce colloque s'inscrivait dans le débat national sur la transition énergétique initié par les pouvoirs publics.

Après une introduction par Christian Bouvier, sont intervenus :

- Monsieur Jacques PERCEBOIS, professeur agrégé à l'Université de Montpellier I, qui a présenté plusieurs scénarios énergétiques ;
- Madame Colette LEWINER, conseillère "énergie" du président de Cap Gemini, qui a traité de la maîtrise de l'énergie ;

- Monsieur Alain MAUGARD, président du CSTB de 1993 à 2008, qui a jeté un regard original sur la ville durable ;

- Monsieur André Claude LACOSTE, qui a présenté le rôle de l'Autorité de sûreté nucléaire qu'il a présidée de 2006 à 2012 ;

- Monsieur François-Michel GONNOT, député de l'Oise de 2002 à 2012, qui a présenté le rapport de mission sur les gaz et huiles de schiste dont il est un des auteurs.

Le colloque a été conclu par un propos de Jean-Pierre DUPORT, administrateur et futur président de l'Institut Paul Delouvrier.

3- Activités diverses

Plusieurs réunions et contacts ont été organisés avec l'Ecole Nationale d'Administration, l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et la Région Île-de-France pour organiser des manifestations marquant le centième anniversaire de la naissance et le vingtième anniversaire de la mort de Paul Delouvrier³.

Audition du rapport du CESE sur le projet de loi de refondation de l'école le 16 janvier 2013. Ce rapport a été présenté par Monsieur Xavier NAU qui avait activement participé au colloque du 17 décembre 2013 sur "Le modèle républicain à l'épreuve de l'enseignement" organisé par l'Institut.

Participation aux Trophées de la découverte professionnelle organisés par l'Académie de Versailles.

Participation à des réunions "petit-déjeuner" organisées par Monsieur Bouttes, animateur de l'action "soutien scolaire" en vue de faire le point avec les enseignants bénévoles et la fondation Un Avenir Ensemble de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur (16 mai et 4 novembre).

Participation à la réunion du comité stratégique de lutte contre les discriminations du Conseil général de l'Essonne.

Participation au dîner annuel de la Fondation Hippocrène destiné à collecter des fonds (23 avril).

³ au moment de la rédaction de ce rapport, le programme suivant est élaboré : 25 juin 2014 : colloque à la Région Île-de-France sur le thème "D'un schéma à l'autre : 50 ans d'aménagement en Île-de-France" ; 4 septembre : conférence à Sciences-Po sur le thème du haut-fonctionnaire et le citoyen engagé ; 29 septembre : journée d'étude sur l'engagement citoyen des hauts-fonctionnaires à l'ENA (Strasbourg).

4- Résultat et bilan

41- Compte de résultat 2013

Les grands postes du compte de résultat sont les suivants (en euros) :

Produits	99 726,31
Charges	113 762,57
- dont <i>Autres services extérieurs</i>	74 370,53
- dont <i>Charges de personnel</i>	39 245,75
Résultat	-14 036,26

42- Bilan 2013

ACTIF	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Immobilisations	4 041,28	4 041,28	0
Créances			
Valeurs mobilières de placement	185 305,87	0	185 305,87
Disponibilités	666,37		666,37
TOTAL GENERAL	190 012,72	4 041,28	185 971,44
PASSIF			
Fonds associatifs			79 433,66
Report à nouveau			64 397,65
Résultat de l'exercice			-14 036,26
TOTAL I- CAPITAUX PROPRES			129 797,05
Dettes fournisseurs et cptes rattachés			12 469,55
Dettes fiscales et sociales			8 306,84
TOTAL III			20 776,39
TOTAL GENERAL			150 573,44